

29 mai 2026



Alyss-Ann Moisan

## Les îles Chagos : entre souveraineté et droits des populations

En avril 2026, le gouvernement britannique prend la décision de suspendre la restitution des îles Chagos à l'île Maurice, face au manque de soutien du président américain. Cette suspension s'inscrit toutefois dans un différend qui remonte aux années 1960, dès lors que l'île Maurice a déclaré son indépendance. L'archipel, situé dans l'océan Indien, est au cœur d'une dispute entre le Royaume-Uni et l'île Maurice depuis des décennies et constitue ainsi une dispute où considérations militaires et diplomatiques ont constamment primé sur les autres enjeux.



Vue aérienne de Diego Garcia, îles Chagos<sup>1</sup>

### Une histoire plus complexe qu'il ne paraît

Pour comprendre pleinement le différend entourant l'aire marine protégée des îles Chagos, il est nécessaire de se repositionner dans le contexte colonial qui lui est antérieur<sup>2</sup>. En 1966, le Royaume-Uni établit une entente avec les États-Unis et leur loue l'île de Diego Garcia pour une durée de 50

ans, afin que ces derniers l'utilisent à des fins militaires ; une entente conclue deux ans avant que l'île Maurice ne déclare son indépendance. L'établissement de cette base militaire américaine dans la région n'est pas anodin : il permet aux États-Unis d'établir une présence dans l'océan Indien afin d'accroître leur rôle dans la région pendant la guerre froide, une présence qui sera d'autant plus stratégique lorsque les guerres en Irak éclatent lors des années 1990 et 2000<sup>3</sup>.

C'est pour donner suite à cette entente qu'entre 1968 et 1973, les Chagossiens sont progressivement expropriés de leurs terres ancestrales. Ce déplacement forcé fut d'ailleurs qualifié d'« une des pires violations des droits humains fondamentaux perpétrées par la Grande-Bretagne au cours du XXe siècle [Traduction] »<sup>4</sup>.

### **L'aire marine protégée de 2010 : entre engagement environnemental et intérêts stratégiques**

C'est dans ce contexte de dépossession territoriale et d'exclusion que s'inscrit la création, en avril 2010, de l'aire marine protégée (AMP) des Chagos, qui fut présentée, au départ, comme un geste d'engagement environnemental exemplaire. Acclamée par de nombreuses organisations de conservation et soutenue par la Chagos Environment Network (CEN), elle couvrait une zone de plus de 400 000 miles carrés du Territoire britannique de l'océan Indien, devenant ainsi la plus grande AMP en son genre à l'époque de sa création<sup>5</sup>.

Cependant, la mise en place de cette AMP coïncide par ailleurs avec des procédures juridiques alors en cours devant la Cour européenne des droits de l'homme, portant sur les droits des peuples ancestraux de l'archipel<sup>6</sup>. De plus, des communications confidentielles ayant eu lieu entre le gouvernement britannique et les Américains en 2010 ont mis en lumière un possible motif supplémentaire derrière la mise en place de cette AMP : soit celui de prévenir, voire d'empêcher les anciens habitants et leurs descendants de revenir sur le territoire<sup>7</sup>. Cette considération a d'ailleurs été au cœur d'une décision du tribunal arbitral, qui a conclu que le gouvernement britannique violait le droit international par la mise en place de cette zone protégée. Bien que le

tribunal n'ait pas tranché sur la question de la souveraineté dans la région, cette décision constitue une reconnaissance de certains droits de l'île Maurice dans la région<sup>8</sup>.

### **Un différend presque réglé en 2025**

En mai 2025, un accord fut signé entre le Royaume-Uni et l'île Maurice pour céder la souveraineté de l'archipel des Chagos à l'île Maurice. Il est toutefois convenu que le Royaume-Uni paie pour continuer d'exploiter la base militaire située sur Diego Garcia, et l'île Maurice est tenue de permettre aux États-Unis et au Royaume-Uni « d'accéder, de maintenir et d'investir dans la base pour une période initiale de 99 ans »<sup>9</sup>. L'accord fut d'abord salué par le président américain Donald Trump, mais depuis le début de l'année 2026, ce dernier a changé de discours quant à cette entente<sup>10</sup>.

Faute de la signature américaine à l'accord nouvellement négocié en mai 2025, le projet de restitution est ainsi bloqué. Le Royaume-Uni rappelle l'importance que porte la base militaire américaine qui se retrouve sur l'atoll de Diego Garcia, et reste clair quant à ses priorités dans ce différend. L'île Maurice se déclare non surprise par le déroulement des événements et soulève l'importance « d'achever le processus de décolonisation dans cette partie de l'océan Indien », en qualifiant cet objectif comme étant une « question de justice »<sup>11</sup>.

Liens externes :

- 1- <https://www.bbc.com/news/articles/c98ynejg415o>
- 2- Harris, P. (2015b). Why Law and Politics Matter for Marine Conservation - The Case of the Chagos Marine Protected Area -. *Environmental Policy and Law*, 45(5), 204–207.
- 3- <https://www.lefigaro.fr/international/londres-va-suspendre-son-projet-de-restitution-des-iles-chagos-a-maurice-faute-de-soutien-americain-20260411?msocid=13c4e1462c4966bd1bcbf7fe2d9667e1>
- 4- Snoxell, D. R. (2011). Foreword. In J.-C. de l'Estrac, *Next year in Diego Garcia* (pp. 5–8). Éditions Le Printemps.
- 5- Harris, P. (2014b). Fortress, safe haven or home? The Chagos MPA in political context. *Marine Policy*, 46, 19–21. <https://doi.org/10.1016/j.marpol.2014.01.002> ET Harris, P. (2015a). Militarism in Environmental Disguise: The Greenwashing of an Overseas Military Base. *International Political Sociology*, 9(1), 19–36. <https://doi.org/10.1111/ips.12074>
- 6- De Santo, E. M., Jones, P. J. S., & Miller, A. M. M. (2011). Fortress conservation at sea: A commentary on the Chagos marine protected area. *Marine Policy*, 35(2), 258–260. <https://doi.org/10.1016/j.marpol.2010.09.004>
- 7- Roberts, C. (2010, December 2). *US embassy cables: Foreign Office does not regret evicting Chagos islanders*. *The Guardian*. <http://www.guardian.co.uk/world/us-embassy-cables-documents/207149>
- 8- Harris, P. (2015a). Militarism in Environmental Disguise: The Greenwashing of an Overseas Military Base. *International Political Sociology*, 9(1), 19–36. <https://doi.org/10.1111/ips.12074> ET Anonymous. (2015). Chagos Marine Protected Area: Arbitral Tribunal Rejects UK's Declaration. *Environmental Policy and Law*, 45(2), 62–72.
- 9- House of Commons Library. (2023). *2025 treaty on the British Indian Ocean Territory/Chagos Archipelago* (CBP-10273). <https://commonslibrary.parliament.uk/research-briefings/cbp-10273/>
- 10- <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20260411-le-royaume-uni-suspend-son-projet-de-restitution-des-chagos-%C3%A0-maurice-faute-du-soutien-des-%C3%A9tats-unis>
- 11- <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20260411-le-royaume-uni-suspend-son-projet-de-restitution-des-chagos-%C3%A0-maurice-faute-du-soutien-des-%C3%A9tats-unis>